



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 262
(Privé)

**Loi modifiant la Loi concernant Les
Services de Santé du Québec et
concernant SSQ, Mutuelle de
gestion et SSQ, Société
d'assurance-vie inc.**

Présentation

Présenté par
M. Réjean Doyon
Député de Louis-Hébert

Éditeur officiel du Québec
1993

Projet de loi 262

(Privé)

Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.

ATTENDU qu'en vertu du chapitre 102 des lois de 1991, Les Services de Santé du Québec a été transformée en une mutuelle de gestion et en une compagnie d'assurance à capital-actions ayant respectivement les dénominations sociales suivantes: SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.;

Qu'il est dans l'intérêt de ces deux corporations que des modifications soient apportées à leur organisation corporative;

Qu'il est dans l'intérêt de SSQ, Société d'assurance-vie inc. de continuer son existence sous la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32);

Que les administrateurs de SSQ, Mutuelle de gestion ont adopté le 25 février 1993, par vote unanime, une résolution approuvant la réorganisation proposée de la corporation;

Que les administrateurs de SSQ, Société d'assurance-vie inc. ont adopté le 25 février 1993, par vote unanime, une résolution approuvant la réorganisation proposée de la société;

Que les membres de SSQ, Mutuelle de gestion ont adopté unanimement le 26 avril 1993 une résolution approuvant la réorganisation proposée de leur corporation et la poursuite de l'existence de SSQ, Société d'assurance-vie inc. sous la Loi sur les assurances;

Que les actionnaires de SSQ, Société d'assurance-vie inc. ont unanimement adopté le 26 avril 1993 une résolution approuvant la

réorganisation proposée de la société et la poursuite de son existence sous la Loi sur les assurances;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2 de la Loi concernant Les Services de Santé du Québec (1991, chapitre 102) est abrogé.

2. Les articles 10 et 11 de cette loi sont abrogés.

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, de l'article suivant:

« **15.1** La compagnie d'assurance à capital-actions est une société fermée au sens de l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1). ».

4. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Son objet est de détenir, directement ou par l'entremise d'une société de portefeuille ou de toute autre personne morale, une participation dans la compagnie d'assurance à capital-actions. ».

5. L'article 19 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **19.** Les dividendes en espèces versés à la mutuelle de gestion ne peuvent servir qu'à payer les dépenses inhérentes au fonctionnement de la mutuelle de gestion, à effectuer des placements, sous toute forme, dans la société de portefeuille ou dans la compagnie d'assurance à capital-actions ou à revaloriser les contrats d'assurance des membres de la mutuelle de gestion.

La mutuelle de gestion peut toutefois, temporairement, se livrer aux investissements visés à l'article 245.0.1 de la Loi sur les assurances et à ceux visés aux règles de placement des biens appartenant à autrui prévues au Code civil du Bas-Canada, comme le ferait en pareilles circonstances une personne prudente et raisonnable, agissant avec honnêteté et loyauté dans le meilleur intérêt des membres.

« **19.1** Un état ventilé des dépenses inhérentes au fonctionnement de la mutuelle de gestion doit être soumis aux membres, à l'assemblée générale annuelle des membres de la mutuelle de gestion. ».

6. Les articles 31 à 34 de cette loi sont abrogés.

7. L'article 35 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**35.** Lorsque la mutuelle de gestion se départit de la participation qu'elle détient dans la compagnie d'assurance à capital-actions, elle doit se liquider.»;

2° par l'abrogation du troisième alinéa.

8. Les articles 36, 37 et 38 de cette loi sont abrogés.

9. L'inspecteur général des institutions financières délivre, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, des lettres patentes de continuation à la compagnie d'assurance à capital-actions. La continuation a lieu dès la date des lettres patentes de continuation.

10. Les lettres patentes de continuation indiquent:

1° que la dénomination sociale de la compagnie d'assurance à capital-actions continuée est «SSQ, Société d'assurance-vie inc.» et que sa version anglaise est «SSQ, Life Insurance Company Inc.»;

2° que le district judiciaire où est situé le siège social de la compagnie d'assurance à capital-actions continuée est Québec;

3° que l'objet de la compagnie d'assurance à capital-actions continuée est de pratiquer l'assurance de personnes conformément à la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) et notamment faire des contrats:

a) d'assurance sur la vie;

b) d'assurance contre les accidents, l'invalidité, la maladie, la perte de salaire et tout autre risque de même nature;

c) d'indemnisation de frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de soins dentaires, de soins infirmiers et de tous autres frais de même nature en raison d'accident, de maladie ou de maternité;

d) de capitalisation ou de fonds d'amortissement;

e) d'annuité et de rente;

f) de réassurance;

4° que la compagnie d'assurance à capital-actions continuée est une société fermée au sens de l'article 5 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1);

5° les nom, prénom, profession et domicile de chacun des membres du conseil d'administration de la compagnie d'assurance à capital-actions continuée et le mode d'élection des administrateurs;

6° le nombre d'actions constituant le capital-actions de la compagnie d'assurance à capital-actions continuée, la valeur nominale de chaque action, le cas échéant, ainsi que le mode de conversion du capital-actions;

7° la description du capital-actions autorisé de la compagnie d'assurance à capital-actions continuée;

8° les nom, prénom, profession et lieu de résidence de chaque personne physique qui, dès la continuation, détiendrait, seule ou avec des personnes qui lui sont liées au sens de l'article 49 de la Loi sur les assurances, 10 % ou plus des droits de vote rattachés aux actions de la compagnie d'assurance à capital-actions continuée ainsi que les raison sociale, lieu de constitution ou de continuation de chaque corporation qui, dès la continuation, détiendrait, seule ou avec des personnes qui lui sont liées au sens de l'article 49 de la Loi sur les assurances, 10 % ou plus des droits de vote rattachés aux actions de la compagnie d'assurance à capital-actions continuée avec le nom de l'actionnaire qui détient le contrôle de la corporation, le cas échéant.

11. L'inspecteur général des institutions financières publie à la *Gazette officielle du Québec*, aux frais de la compagnie d'assurance à capital-actions continuée, un avis de cette continuation.

12. Les droits, obligations et actes de la compagnie d'assurance à capital-actions ainsi que ceux de ses actionnaires ne sont pas touchés par la continuation.

13. À compter de la date de ses lettres patentes, la compagnie d'assurance à capital-actions continuée est réputée être une compagnie d'assurance constituée en vertu de la Loi sur les assurances.

14. Les droits exigibles de la compagnie d'assurance à capital-actions, pour la délivrance des lettres patentes de continuation, sont ceux prévus au Règlement d'application de la Loi sur les assurances (R.R.Q., 1981, c. A-32, r. 1), pour l'émission de lettres patentes supplémentaires à une compagnie d'assurance.

15. À compter de la date des lettres patentes de continuation de la compagnie d'assurance à capital-actions, les articles 6 à 9 et 12 à 15 de la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et l'article 3 de la présente loi cessent d'avoir effet.

16. Aux fins des articles 18, 19 et 35 de la Loi concernant Les Services de Santé du Québec, tels que modifiés par la présente loi, et de l'article 20 de la Loi concernant Les Services de Santé du Québec, on entend par «compagnie d'assurance à capital-actions», SSQ, Société d'assurance-vie inc., la compagnie issue de la fusion de SSQ, Société d'assurance-vie inc., et toute compagnie qui, suite à une ou plusieurs fusions, tire son existence de la compagnie issue de la fusion.

17. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.